



Comité Européen de Liaison sur les Services d'Intérêt Général European Liaison Committee on Services of General Interest

Transport ferroviaire : mise en place des premiers corridors de transport de fret

Le premier corridor ferroviaire transeuropéen a été ouvert le 12 janvier 1998. Il relie Anvers, en Belgique, et le sud de l'Italie, en passant par le Luxembourg et la France. Un accord a été passé entre la SNCB (Belgique), la SNCF et RFF (France), la CFL (Luxembourg) et les FS (Italie), pour qu'un guichet unique, hébergé par la CFL, coordonne les processus de planification des sillons et leurs attributions.

Par ailleurs, six compagnies de chemins de fer, Railned, Pays-Bas ; Deutsche Bahn AG, Allemagne ; les chemins de fer suisses et Lötschbergbahn, Suisse ; les chemins de fer autrichiens (ÖBB) ; Ferrovie dello Stato, Italie, ont signé un accord pour rendre opérationnel trois corridors ferroviaires de fret, à partir de février 1998 :

- un corridor reliant le nord de l'Allemagne au sud de l'Italie, en passant par l'Autriche (Brenner) ;
- un corridor reliant Rotterdam au sud de l'Italie en passant par la Suisse (à partir de juillet 1998) ;
- un corridor reliant Rotterdam et le nord de l'Allemagne, à Vienne.

Un guichet unique sera disponible pour chacune des trois lignes. La Deutsche Bahn jouera le rôle de guichet pour le premier corridor, les Ferrovie dello Stato gèreront le deuxième et ÖBB le troisième.

Les chemins de fer espagnols (Renfe) ont annoncé leur intention de connecter, à partir de mars 1998, la ligne Valence-Portbou à ces trois corridors, afin de relier l'Espagne à l'Europe centrale.

Des pourparlers sont, par ailleurs, en cours en vue de mettre en place des corridors entre le Royaume Uni et le nord de l'Allemagne. Il serait également question d'un corridor entre Barcelone et le nord de l'Allemagne. A partir de 1999, les pays scandinaves pourraient être reliés à ces corridors.

M. Kinnock s'est félicité de la mise en place des premiers corridors de fret, en rappelant que c'est une idée qui avait été lancée par la Commission dans son Livre blanc sur la revitalisation du transport ferroviaire en Europe. Il a indiqué que des études étaient en cours dans le cadre du programme Phare pour étudier la possibilité d'étendre les corridors de fret vers l'Europe centrale et orientale.

Transport ferroviaire (suite) : Neil Kinnock présente le programme de travail de la Commission pour 1998

Neil Kinnock vient d'annoncer les principales mesures et initiatives que la Commission entend prendre en 1998 en vue de traduire en propositions législatives les idées et suggestions du Livre blanc sur la revitalisation des chemins de fer :

- au printemps la Commission fera des proposition en matière d'infrastructures en vue, notamment, d'une séparation plus stricte, au sein des compagnies ferroviaires nationales, entre la gestion des infrastructures et les activités de transport proprement dit, de l'adoption de principes et de règles en matière de charges d'infrastructures, de la fixation de lignes directrices pour l'allocation des "routes" pour les trains ;

Rail transport: setting up the first freightways transport corridors

The first trans-European freightway corridor was opened the 12 January 1998. It links Anvers in Belgium with southern Italy, passing through Luxembourg and France. An accord was reached between the SNCB (Belgium), the SNCF and the RFF (France), the CFL (Luxembourg) and the FS (Italy) to create a single counter (within the CFL), to coordinate the planning process of tracks and their attributes.

Furthermore, six railway companies (Railned, the Netherlands; Deutsche Bahn AG, Germany; Swiss Railways and Lötschbergbahn, Switzerland; ÖBB of Austria; and Ferrovie dello Stato, Italy) have signed an accord to make three railway corridors operational as of February 1998:

- a corridor linking Northern Germany and Southern Italy, passing via Austria (Brenner);
- a corridor linking Rotterdam and Southern Italy, passing through Switzerland (as of July 1998);
- a corridor linking Rotterdam and Northern Germany, and on to Vienna.

A single counter will be available on each of these lines. Deutsche Bahn will take on this role for the first corridor, Ferrovie dello Stato the second, and ÖBB the third.

The Spanish railway company (Renfe) has announced that it will connect the Valence-Portbou line with the these three corridors, as of March 1998, in order to link Spain to Central Europe.

In addition, negotiations are underway to set up corridors between the United Kingdom and Northern Germany. There are also discussions about the possibility of establishing a corridor between Barcelona and Northern Germany. The Scandinavian countries could be linked to similar corridors as of 1999.

M. Kinnock expressed his satisfaction at the implementation of the first freightways, reminding that it was an idea launched by the Commission in its White paper about revitalising rail transport in Europe. He mentioned that studies have begun in the frame of the Phare programme on the possibility to enlarge the freightways to Central and Eastern Europe.

Rail transport (continued): Mr Neil Kinnock has presented the work programme for 1998, to the Commission

Neil Kinnock has just announced the principal measures and initiatives the Commission intends to undertake in 1998, with the aim of translating the ideas and suggestions of the White Paper on the revitalisation of railways into legislative propositions:

- in spring, the Commission will put forward propositions on infrastructures, with the particular goal of strictly separating (within national companies) the management of infrastructures and actual transport activities, the establishment of direct lines or the allocation of "routes" to trains;

- durant l'été, un deuxième paquet de propositions concernera les services de contrat ainsi que les aides d'Etat (pour l'ensemble du transport terrestre);
- vers la fin de l'année, un troisième paquet de propositions traitera de l'interopérabilité et de l'intégration des systèmes nationaux dans un réseau transeuropéen.

Télécommunications : Entrée en vigueur de l'accord international sur la libéralisation le 5 février 1998

C'est 93% du marché mondial, dont les recettes annuelles sont évaluées à plus de 600 milliards d'euros, qui va ainsi être ouvert. Tout les pays n'ont pas encore achevé les procédures de ratification de l'accord, parmi lesquelles la Belgique et l'Espagne, mais l'Union Européenne a demandé que la date d'entrée en vigueur ne soit pas trop retardée.

La Commission européenne se préoccupe, par ailleurs de la manière dont les Etats Unis ont annoncé qu'ils mettraient en oeuvre l'accord. Elle conteste le principe d'une évaluation pour "intérêt public" prévue par l'administration américaine pour l'octroi des licences de services par satellite.

L'accord OMC couvre, notamment, la téléphonie vocale, la transmission de données, le télex, la télégraphie, la télécopie, les services de lignes louées, la téléphonie cellulaire, les systèmes satellites de téléphonie fixe et mobile, les services de données mobiles, la radiomessagerie, les systèmes de communications personnelles.

L'accord a été conclu en février 1997 par 69 pays. Les pays n'ayant pas ratifié l'accord ont jusqu'à juillet prochain pour le faire. Les dates d'ouverture des marchés ne sont pas identiques, les pays asiatiques et latino-américains ont jusqu'en 2000, voire 2002.

Publications d'EAPN

"**Racisme et pauvreté en Europe**". En publiant ce rapport, EAPN entend souligner les liens entre racisme et pauvreté et propose un outil grâce auquel peuvent s'élaborer des propositions, des réponses et des modèles qui fourniront des solutions positives à la discrimination. Pour pouvoir élaborer ces propositions, il faut comprendre les enjeux au niveau européen et explorer la situation de chaque Etat membre, partout où cela est possible.

"**L'insertion sociale : un objectif prioritaire pour les nouveaux fonds structurels**". Le 18 mars, la Commission présentera ses projets de règlements des fonds structurels pour la période 2000-2006. Ces fonds représentent un volet important de la politique de cohésion de l'Union européenne. C'est pourquoi EAPN, en partenariat avec la Community Workers Cooperative, a mis sur pied un groupe de travail pour faire des propositions de réforme. Le rapport du groupe de travail, qui recommande que la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale soit placée au coeur de la réforme, va être envoyé aux Commissaires européens et largement diffusé.

Contact : EAPN Tel : (32-2) 230 97 33

Email : eapn@euronet.be

Afin de faire circuler rapidement les informations, adressez à "**NOUVELLES-NEWS-EUROPE**" de brèves informations en anglais et français par courrier, fax ou E-mail (**celsig@worldnet.fr**).

- a second batch of propositions will be put forward in the summer, relating to contract services and **state aid (for all land transport)**;
- towards the end of the year, a third batch of proposals will be made concerning the cross-operation and integration of national systems in a trans-European network.

Telecommunications: The implementation of the international accord on the liberalisation, the 5 February 1998

93% of the world market, with an annual turnover of Ecu 600 billion, will be opened up. Not all countries have yet completed the ratification procedures (including Belgium and Spain), but the European Union has asked that the date of implementation should not be delayed for too long.

The European Commission is concerned about the way in which the United States has announced that it will apply the accords. The Commission contests the principal for assessing "public interest" in the granting of licences to satellite services, as it has been set out by the American administration.

The WTO accord covers especially voice and data transmission, telexing, telegraphing, faxing, line rental, cellular telecommunications, satellite systems (for mobile and fixed telephoning), radio-paging and personal communication systems.

The accord was reached by 69 countries in February 1997. Countries that have not yet ratified it have until next July to do so. Dates for market liberalisation are not identical, with countries in Asia and Latin America having until 2000 or 2002 to open their markets.

EAPN Publications

"**Racism and Poverty in Europe**". In this report, the EAPN seeks to underline the links between racism and poverty, proposing a tool which will allow propositions to be formulated, as well as answers and models that provide positive solutions to discrimination. In order to formulate these propositions it is necessary to understand the issues at stake at a European level, and explore the situation in each Member State, wherever possible.

"**Social inclusion: a priority task for the new structural funds**". The Commission will publish its draft structural funds regulation for the period 2000-2006 on 18 march. The funds are a key aspect of European Union cohesion policy. Therefore, EAPN, in partnership with the Community Workers Cooperative, has set up a working group to make proposals on the reform. The report of the working group, that recommends to keep the fight against poverty and social exclusion center-stage of this reform, is going to be sent to European Commissioners and widely disseminated.

Contact: EAPN Tel: +32 2 230 97 33

E-mail: eapn@euronet.be

To help circulate news rapidly, please send brief information to "**NOUVELLES-NEWS-EUROPE**", in English and French, by courier, fax or E-mail (**celsig@worldnet.fr**).

NOUVELLES-NEWS-EUROPE est édité par le Comité européen de liaison sur les Services d'intérêt général, *is published by the European Liaison Committee on Services of General Interest*, 66 rue de Rome, F - 75008 PARIS. Tel : (33-1) 40 42 50 24. Fax : (33-1) 40 42 13 78. E-mail : celsig@worldnet.fr. Directeurs de publication, *Publishers* : Pierre Bauby et and Jean-Claude Boual. Diffusé exclusivement par Fax et E-mail. *Distributed by Fax and E-mail exclusively*. Abonnement 1 an : 500 FF. *Subscription for 1 year: FF 500*. Bulletin d'abonnement sur demande. *Subscription form available on request*.